



## FRANCE

# Réforme du lycée professionnel : plusieurs syndicats se mobilisent

### ENSEIGNEMENT

**Plusieurs organisations syndicales de l'enseignement professionnel appellent à la grève de la surveillance et de la correction des examens – bac, BEP et CAP – dès ce lundi.**

**Ils protestent contre la réforme qui entrera en vigueur en septembre, avec la baisse du volume d'heures des élèves.**

Marie-Christine Corbier

[@mccorbier](#)

Annoncée il y a un an, la réforme du lycée professionnel doit entrer en vigueur en septembre. Elle inquiète certains enseignants qui déplorent la diminution du volume horaire des disciplines générales. Ils envisagent des grèves de la surveillance du BEP et du bac dès ce lundi, mais aussi de la correction des épreuves.

Le bac se passera « de façon normale » malgré l'appel à la grève, a assuré vendredi le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. Mais l'inquiétude est bien présente : « On va passer de 33 à 30 heures par semaine », regrette Germain Filoche. Ce professeur de lettres et

d'histoire au lycée professionnel Alfred-Costes, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), syndiqué à la CGT, est l'un des animateurs du collectif « Touche pas à mon lycée pro », qui regroupe des professeurs, syndiqués ou non. « Je n'aurai mes élèves de terminale que 2 heures par semaine au lieu de 5 aujourd'hui, regrette-t-il. Les chapitres enseignés aujourd'hui sont la base de la base pour avoir des citoyens éclairés. »

### « Pas d'unanimité des professeurs »

« Sortons de l'absurdité et de la vision quantitative ! » a lancé le ministre de l'Éducation, devant le Sénat. La réalité est que les élèves décrochent parce qu'ils ne se passionnent pas pour la matière. Jean-Michel Blanquer défend la « co-intervention » comme nouvelle approche pédagogique. Elle existe déjà, mais elle sera imposée, regrettent les opposants à la réforme. Elle va conduire les professeurs de français et de mathématiques à organiser chacun une partie de leurs cours avec l'enseignant de la matière professionnelle. « En co-intervention, on va faire de la confection de notices ou des lettres de motivation, autrement dit du français appliqué. C'est utile, mais ce n'est pas de la littérature. »

Il n'y a « pas d'unanimité des professeurs » contre la réforme, s'est défendu Jean-Michel Blanquer au Sénat, se prévalant même du soutien de FO, principal syndicat de l'enseignement professionnel. « On ne soutient pas cette réforme dans

### « Sortons de l'absurdité et de la vision quantitative. »

JEAN-MICHEL BLANQUER  
Ministre de l'Éducation

son intégralité, rectifie Alain-Romain Nitkowski, secrétaire national du Snetaa-FO, qui redoute notamment le « siphonnage » des lycéens professionnels vers l'apprentissage.

La baisse du volume horaire ? « Ce n'est pas gênant, assure-t-il. Ce n'est pas évident de faire cours le vendredi soir de 17 à 18 heures, et c'est une manière de revoir la pédagogie. C'est ce qui se passe dans l'enseignement agricole, qui ne s'en porte pas plus mal. » Les élèves auront « moins d'heures, mais plus de dédoublements de classe », dit-il encore. Il appelle toutefois le ministère à mieux informer les enseignants. « Les inspecteurs de l'Éducation nationale n'arrivent pas à répondre aux questions ! déplore aussi Sigrid Girardin, secrétaire générale du SNUEP-FSU.

En Seine-Saint-Denis, les sessions de formation se transforment parfois en assemblées générales, et les réunions dans les établissements sont parfois houleuses. La mobilisation a commencé de gagner aussi dans l'académie de Poitiers, en Bretagne, à Toulouse, dans le Val-de-Marne et en Normandie, assure Germain Filoche. ■